

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 28/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GUITTERNEL CARRIERES SAS

QUELARON
22270 Mégrit

Références : 2024.
Code AIOT : 0005502243

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement GUITTERNEL CARRIERES SAS implanté QUELARON 22270 Mégrit. L'inspection a été annoncée le 13/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUITTERNEL CARRIERES SAS
- QUELARON 22270 Mégrit
- Code AIOT : 0005502243

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant, la société Carrières de Guitternel, exploite depuis 1994 une carrière à ciel ouvert sur la commune de Megrit. Il est autorisé à exploiter également une installation de concassage, criblage de matériaux et à remblayer la carrière par des déchets inertes.

Un arrêté préfectoral pris en date du 16 mars 2006, complété le 11 août 2016, encadre les conditions d'exploitation de la carrière. L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de cet arrêté.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Prévention des nuisances et des risques	AP Complémentaire du 14/03/2006, article 4.1.2	Demande d'action corrective	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Le plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 4.3.1.	Susceptible de suites	Sans objet
2	Porter à connaissance sur le déplacement du pont de pesée et du bungalow	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 1.7.1.	Susceptible de suites	Sans objet
3	Porter à connaissances : la modernisation de l'installation de traitement	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 1.8.1	/	Sans objet
4	La circulation des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/03/2006, article 4.5.1	/	Sans objet
5	Les retombées des poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet
6	Les émergences sonores	Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3	/	Sans objet
7	Les tirs de mine	AP Complémentaire du 11/08/2016,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 3.3		
8	Plan de gestion des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
9	Admission des matériaux	Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 5.3.2.	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En conclusion, il est nécessaire de signaler et de sécuriser les bassins de stockage de boues de la carrière afin de prévenir tout risque potentiel pour la sécurité des travailleurs et des tiers. De plus, une amélioration de la signalétique sur l'ensemble du site serait bénéfique aux travailleurs et aux tiers.

En ce qui concerne le plan de la carrière, il conviendra de le mettre à jour lorsque les modifications de l'installation de traitement seront réalisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Le plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 4.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Le plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : 4.3.1 - L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment: <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ; • les bords de la fouille ; • la position des stocks ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • le réseau de circulation des eaux ; • les zones remises en état.
Constats : L'exploitant a fourni un plan topographique détaillé de la carrière, daté du 27 février 2024, intégrant les parcelles cadastrales ainsi que les relevés topographiques.

La délimitation de la propriété de la carrière est identifiée par un trait rouge sur le plan.

En réponse aux constats émis lors de l'inspection précédente, le plan d'exploitation a été mis à jour pour inclure les parcelles B n°1473 et 1475, qui étaient utilisées pour l'exploitation de l'ancien château d'eau.

Concernant les parcelles B n°1766, 1770 et 1778, correspondant à l'emprise de l'ancienne route menant au château d'eau, l'exploitant a précisé qu'il ne détient pas la propriété foncière de ces terrains. Par conséquent, il n'est pas en mesure de les inclure dans le périmètre d'exploitation de l'installation. Ces parcelles sont physiquement délimitées par un merlon.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de mettre à jour le plan de la carrière lorsque les modifications de l'installation de traitement seront réalisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Porter à connaissance sur le déplacement du pont de pesée et du bungalow

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 1.7.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Porter à connaissance sur le déplacement du pont de pesée et du bungalow

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 21/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée à l'installation ou à son mode d'exploitation doit être préalablement portée à la connaissance du Préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.

Constats :

Le 26/08/2022, l'exploitant a déposé un porter à connaissance afin d'informer le préfet de la construction d'un nouveau bungalow pour la pesée des véhicules entrants ainsi que d'un pont à bascule, remplaçant celui devenu vétuste.

Ces nouveaux équipements ont été installés environ vingt mètres plus au Nord, à l'intérieur du périmètre de la carrière.

L'exploitant souligne que cette modification n'a entraîné aucun changement dans les modalités d'exploitation du site, la considérant comme non notable et non substantielle.

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'ancien équipement est toujours présent. Il serait donc pertinent de le démonter.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Porter à connaissances : la modernisation de l'installation de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 1.8.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissances : la modernisation de l'installation de traitement
Prescription contrôlée : Toute modification apportée à l'installation ou à son mode d'exploitation doit être préalablement portée à la connaissance du Préfet, accompagnée des éléments d'appréciation nécessaires.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance le 17 octobre 2023, concernant des modifications apportées aux installations de traitement des matériaux. Ces modifications comprennent l'intégration de plusieurs unités de concassage dont un concasseur mobile ponctuel de 250 kW , des unités de lavage, des unités de stockage, des tapis de transports de matériaux, assurant la liaison entre les différentes parties de l'unité.</p> <p>Cette nouvelle unité sera implantée en proximité immédiate de l'unité actuelle sur le périmètre de la carrière. Elle viendra remplacer l'unité tertiaire de traitement des matériaux. Les unités primaire et secondaire seront conservées.</p> <p>Il convient de noter que ce projet de modernisation modifie la puissance totale des installations de traitement de matériaux, qui évolue de 1 000 kW à 1 500 kW. La puissance de ces installations relève de la rubrique 2515.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 14 mars 2006 autorise l'exploitation d'une installation de traitement sous le régime de l'autorisation. L'augmentation de sa capacité ne modifie pas le régime applicable à cette rubrique, qui est désormais soumise au régime de l'enregistrement. L'exploitant a obtenu un permis de construire en date du 22/11/2023 pour ces travaux.</p> <p>Les modifications sont en cours de réalisation, l'exploitant a prévu de les finaliser pour le mois de janvier 2025.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : La circulation des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2006, article 4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux recueillies sur le carreau de la carrière (eaux de pluie et eaux d'exhaure) sont canalisées et dirigées vers au moins un bassin de reprise en fond de fouille, un bassin de décantation d'au moins 2000 m³, un système de neutralisation et un dispositif de séparation des hydrocarbures avant d'être rejetées.</p> <p>Aucun rejet direct vers le milieu naturel n'est autorisé.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que les effluents aqueux de la carrière subissent un traitement en circuit fermé, évitant ainsi tout rejet dans l'environnement naturel.</p> <p>En effet, les eaux pluviales sont recueillies et stockées sur site pendant la saison hivernale en vue de leur utilisation estivale pour diverses opérations telles que le lavage des sables et des graviers, la création de graves, ainsi que l'arrosage des pistes.</p> <p>Pour ce qui est du lavage de sables et de granulats, les eaux usées sont acheminées vers un décanteur dédié. Ce processus de décantation est favorisé par l'ajout de flocculant pour solidifier les particules fines issues des opérations de lavage. Les eaux ainsi clarifiées sont ensuite réintroduites dans le processus de lavage, dans un système en circuit fermé. Les résidus de ce processus de décantation se déposent au fond du décanteur sous forme de boues, qui sont ensuite extraites et renvoyées vers un bassin d'assèchement.</p> <p>En conséquence, l'exploitant ne réalise pas de surveillance des eaux puisqu'il n'y a pas de rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Les retombées des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, les retombées des poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p>

<p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a effectué le suivi des retombées atmosphériques totales à l'aide de jauges.</p> <p>Deux campagnes de mesures ont été menées en 2023, impliquant trois stations de mesure : une station témoin, une station en limite de site et une station située dans le hameau de Carmehouet.</p> <p>Les rapports issus de ces deux campagnes concluent que les niveaux de retombées de poussières restent en deçà de la valeur limite fixée à 500 mg/m²/j pour l'ensemble des points de type (b).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Les émergences sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Le bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée : [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 11 octobre 2023, l'exploitant a procédé au contrôle des émissions sonores générées par ses activités. Les mesures acoustiques ont été effectuées par le bureau d'études IGC Environnement dans les hameaux de Carméhouët et de Forte Terre.</p> <p>La conclusion du rapport acoustique pour l'année 2023 est la suivante :</p> <p>"Les mesures d'émergences sonores réalisées le vendredi 11 octobre 2023 sont conformes pour les deux ZER.</p> <p>Les mesures de tonalités marquées sont conformes aux prescriptions établies dans l'Arrêté Ministériel du 23 janvier 1997."</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Les tirs de mine

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2016, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Les tirs de mine
<p>Prescription contrôlée : L'article 4.8.9 est modifié comme suit : "Une mesure des vibrations et de la pression acoustique engendrées par le tir est réalisée systématiquement au niveau des habitations les plus exposées lorsque la distance aux ouvrages est inférieure ou égale à 130 m."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant explique qu'aucun tir n'a été réalisé à moins de 130 mètres d'une habitation. Par conséquent, il estime qu'il n'est pas tenu par une obligation réglementaire de réaliser des mesures de vibration.</p> <p>En conséquence, l'exploitant a effectué une seule mesure pour l'année 2023. Cette mesure des vibrations a été réalisée le 10 mai 2023 et a enregistré une vibration maximale de 0,80 mm/s.</p> <p>Pour rappel, les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Plan de gestion des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets inertes
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir avant le début d'exploitation un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; • le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ; • les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;

<ul style="list-style-type: none"> • les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; • en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; • une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ; • les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant de l'exploitation de la carrière. Ce plan, révisé en mars 2023, examine la manière dont les déchets issus de l'exploitation de la carrière sont gérés.</p> <p>Il établit la procédure de stockage des déchets provenant des stériles de découverte ou des matériaux excédentaires, ainsi que la gestion des boues résultant du curage du bassin de décantation des eaux de lavage.</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des matériaux inertes et sont stockés dans la carrière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Admission des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2006, article 5.3.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Admission des matériaux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un panneau à l'entrée du site précise les matériaux admis et ceux refusés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, plusieurs éléments ont été observés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une fiche d'information concernant les matériaux autorisés et non autorisés est affichée dans le bungalow d'accueil, près du pont-bascule.

- Un panneau interdisant le déversement direct est installé sur la plate-forme de déchargement.
- La présence de déchets inertes dans la zone de stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des nuisances et des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/03/2006, article 4.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des nuisances et des risques

Prescription contrôlée :

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été noté que les boues provenant des eaux de lavage sont acheminées via une canalisation vers des bassins d'assèchement aménagés au nord du site. Cependant, ces bassins peuvent présenter des risques pour les travailleurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est important de signaler et d'aménager ces bassins de stockage afin de prévenir tout risque potentiel.

Par ailleurs, il convient d'améliorer la signalétique sur l'ensemble du site, ce qui sera bénéfique aux travailleurs et aux tiers.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90jours